

bientôt de Savary ?), et les luttes ouvrières combattives, dures, impliquent dans les grands secteurs des affrontements qui débouchent inévitablement au plan politique... L'arrêt de la grève EDF par la CGT en pleine remontée des luttes, va donner le signal du démarrage des contrats de progrès, et de la « nouvelle société », puis de l'actionariat.

Ce qui va guider le PCF dans sa démarche par rapport aux contrats c'est d'une part la nécessité de bloquer les luttes, auxquelles il n'a aucun répondant politique à offrir et d'autre part affirmer en permanence qu'il est toujours prêt à de véritables négociations sur les revendications. Signataire des contrats, il en respectera le déroulement ; non signataire, il le laissera s'appliquer sans organiser les luttes. L'année 70 sera l'année des contrats, inaugurée par une grève cassée à l'EDF. La CGT dénoncera pourtant au début, le caractère dangereux des contrats... Elle n'avait pas pu signer.

Lorsque s'ouvrira la période de renouvellement des contrats pour l'année 71, la situation économique a quelque peu changé. L'attitude de la CGT également. La bourgeoisie reste très attachée à la politique contractuelle et dans la ligne fixée par le gouvernement dans le secteur public et nationalisé, plusieurs milliers d'accords d'entreprise ont été signés. C'est un succès incontestable pour le gouvernement et le CNPF !

Face au blocage des luttes par les directions syndicales, la combativité ouvrière reste à un très haut niveau : grèves avec occupation, séquestration de directeurs, occupation des locaux de direction, sont la réponse des travailleurs qui régulièrement « n'entendent pas les directions syndicales ». Et si de belles luttes éclataient dans le secteur public et nationalisé ? Ce sera donc la période des petites phrases de Ségué, mais, assorties de la volonté clairement affirmée de négocier de bons accords annuels... pour autant que soit garanti le droit de faire grève sur les autres revendications non satisfaites.

Le bon contrat-type sera celui de la SNCF... où les clauses anti-grèves figurent en bonne place aux côtés de la notion de masse salariale, mais non signées par la CGT. La direction les inclura à part ! La clause de sauvegarde du pouvoir d'achat, alors que la hausse des prix est vive deviendra pour la fraction PCF de la CGT, pour les réformistes de la CFDT « une ébauche intéressante d'échelle mobile ». Un seul point noir dans l'horizon des bons contrats c'est l'indice discrédité des 259 articles. Le gouvernement *une fois les contrats signés* sort un nouvel indice plus aisément falsifiable (295 postes). Les directions syndicales ne protestent pas.

II — LES CONTRATS « MIS EN CAUSE ».

L'année 71 va être une année de luttes puissantes, dont les revendications mises en avant, sortent du cadre contractuel : le reclassement des OS Renault, la prime de vacances et une mesure salariale immédiate pour les cheminots, le maintien d'avantages catégoriels pour les conducteurs du métro, alors que la hausse des prix est très rapide. Le premier souci des directions syndicales est de dire :

— Des données nouvelles sont apparues (hausse des prix, détérioration des conditions de travail), il faut donc rouvrir les discussions dans un souci constructif.

— Ensuite, la CGT freinera le démarrage de la grève SNCF qui devait commencer pendant celle de Renault, et retardera la manifestation des fonctionnaires ; pas de luttes massives, globales. Pas de conjonction des luttes de plusieurs branches d'activité « à dimensions nationales ».

— A la volonté massive de lutter pour les revendications, les bureaucraties syndicales vont opposer la division entre OS et autres travailleurs, entre lock-outés et

les autres, chez Renault A la SNCF, très vite le pourrissement de la grève est systématiquement recherché : refus d'informer les petits centres sur le développement de la grève, refus de structurer le mouvement, d'avancer des revendications unifiantes de salaires, aucun corps de mots d'ordre sur les conditions de travail, etc...

Ces grèves seront spectaculairement brisées par la fraction la plus bureaucratisée du PCF, et par la passivité effacée de la direction CFDT. Toutefois le fait reste : la politique contractuelle a été contestée par des luttes ouvrières massives. Le gouvernement est resté strictement sur les termes de ses contrats : aucun crédit hors masse salariale *ne sera débloqué*.

Le PCF va faire paraître son livre orange : la ligne de démocratie avancée va faire surface avec un PS allié privilégié qui retrouve une allure de parti de gauche. Fidèle à sa tactique des luttes qui ne doivent pas effrayer les couches moyennes, à son image de gestionnaire responsable du secteur public et nationalisé (point d'appui privilégié des nationalisations démocratiques), la CGT va tenter la justification des grèves qu'elle a contribué à briser :

— Un complot a été déjoué ; ce complot à deux dimensions précises : complot contre le secteur public et nationalisé (on veut porter un coup à l'équilibre de Renault pour détruire la nationalisation). Complot de la bourgeoisie pour isoler les cheminots et organiser la colère des usagers avec l'appui de la propagande écrite et parlée. La machination du gouvernement veut entraîner les travailleurs de la RATP à l'aventure, à la grève sauvage, seule la CGT clairvoyante dispose de tous les éléments pour juger la situation : même à 100 % pour la poursuite de la lutte les travailleurs peuvent se tromper.

— Elle publie le document : « Pour une action syndicale efficace et responsable » qui explique que la grève illimitée n'est pas toujours la forme de lutte la plus payante. Face à un gouvernement et un patronat plus durs, refusant les revendications, il faut face à « ce mur » savoir réfréner ses impatiences. Ainsi est introduite l'idée que les revendications seront satisfaites par un changement de gouvernement qui instaurera une réelle participation des travailleurs à tous les niveaux de décisions, bref un changement de cap...

En fait les grandes luttes et leur cassage vont laisser des traces profondes chez les travailleurs, qui ressentiront massivement les effets de la ligne PCF dans la CGT, surtout chez les militants les plus combattifs des grèves et les militants critiques : chez Renault, chez Sovirel, à la SNCF, mais aussi dans d'autres entreprises, le tassement relatif mais réel des effectifs syndicaux devient perceptible. L'activité syndicale est étouffée, dans ces secteurs, la vie syndicale des sections s'arrête... Dans les élections professionnelles la CGT ne gagne des voix que dans les collèges cadres et maîtrise. Chez Renault elle perd 6 % de ses électeurs ouvriers...

La fraction PCF est allée trop loin, dans la politique contractuelle, et dans le cassage des luttes : elle va procéder à un réexamen de toute la politique contractuelle et les critiques qu'elle formule impliquent la critique... des premiers contrats 72, dont celui de l'EDF ! Pour la bourgeoisie et le gouvernement la signature des contrats commence plutôt bien : la signature de la CGT à l'EDF est quasiment inespérée ! C'est un contrat-type : applicable 2 ans, reconductible, il fait référence au produit intérieur brut, à la productivité de l'entreprise, il comporte « des clauses non-rendues publiques ». Mais comme la CFDT ne le signe pas, comme le contrat fonction publique n'est pas signé par la CGT et la CGC, ratifié par la CFDT des fonctionnaires... qui se voit désavouée par Maire en personne et les branches Santé, PTT, tandis que la FEN signe des deux mains, pour le gouvernement la politique contractuelle ne fait plus le plein enthousiaste de l'ensemble des syndicats.